



[PAYS : BURUNDI]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2017

Numéro de projet et titre :	PBF/BDI/A-11, numéro 00093147 « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix »		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	ONUFEMMES		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	-Ministère de l’Intérieur et de la Formation Patriotique -Ministère des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre -Ecole Nationale de l’Administration - Le Parlement - Organisations de la société civile identifiées pendant la mise en œuvre (BLTP, Ligue ITEKA , APFB, Dushirehamwe, AGB) -Les Radios IJWI RY UMUKENYEZI et ISANGANIRO		
Budget total approuvé² :	1,200,000 USD		
Fonds engagés³ :	361373	% des fonds engagés / budget total approuvé :	30%
Dépenses ⁴ (information préliminaire) :	779637	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	65%
Date d’approbation du projet :	16/ 12/ 2014	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	5 mois (31/10/2017)
Date de démarrage du projet :	16/ 12/ 2014		
Date de fin des opérations initialement prévue :	30/04/2017 (suite extension avril 2016)		
Résultats du projet :	Résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont		

¹Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

²Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

	<p>réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.</p> <p>Résultat 2: Les citoyennes et les femmes dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.</p> <p>Résultat 3: Le dialogue entre les responsables politiques et leurs concitoyennes est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.</p>
Domaine de priorité du Fonds⁵	Dialogue politique (Priorité 1.4)

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max. par résultat)</i></p>	<p>Résultat 1</p> <p>- Un agenda commun, inclusif et représentatif des femmes de différentes composantes de la population a été élaboré. L'agenda couvre les priorités des femmes par rapport à la Résolution 1325. L'objectif est que le contenu de l'agenda soit endossé politiquement par les différentes parties prenantes au dialogue et son contenu vulgarisé auprès de la population. La validation technique a été faite le 10 février 2017 et le document a été partagé à l'équipe du facilitateur du dialogue interburundais à la dernière consultation qui a eu lieu le 05 mai 2017. Cependant, la validation politique reste attendue.</p> <p>-Une formation d'un pool des femmes négociatrices (24) sur les compétences améliorées et pouvant apporter et faire entendre la voix des femmes burundaises à la table des négociations lors des initiatives de dialogue visant à résoudre le conflit politique burundais et rétablir la paix dans le pays.</p> <p>Résultat 2</p> <p>La stratégie de plaidoyer de mise en œuvre des engagements des partis politiques est en cours de mise en œuvre. Les femmes des partis politiques ont été mobilisées afin qu'elles entreprennent des actions au sein de leurs partis. Elles ont analysé les statuts et relevé toutes les dispositions discriminatoires. Sur cette base, elles vont mener un plaidoyer auprès des décideurs pour que des amendements soient faits. Un partenariat a été formé avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et le Parlement pour la formation des femmes élues. Les modules de formation ont été développés et une formation des formateurs issus du Parlement ou de l'Administration</p>
--	--

	<p>organisée. Le plaidoyer pour les droits des femmes reste en cours.</p> <p>Résultat 3 Les initiatives de paix et de sécurité continuent à être mises en œuvre par les comités de femmes des partis politiques dans 5 provinces (Bubanza, Cibitoke, Bujumbura, Bujumbura Rural et Rumonge)</p> <p>Résultat 4</p>
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>L'impact est encore au début. Comme preuves de cet impact:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présentation de l'Agenda commun des femmes au facilitateur du dialogue interburundais faite conjointement par les femmes des deux principaux groupes: Forum National des Femmes et Plateforme de femmes pour la paix et la Sécurité. - La facilitation de la présentation d'une note commune de plaidoyer des femmes pour la paix et la sécurité au facilitateur dans le cadre du projet de "Participation des femmes au dialogue politique". La note demandait la participation et la prise en charge des femmes au processus de paix. - Une rencontre de réflexion sur la situation au Burundi a réuni du 13 au 15 juin 2017 en Ethiopie les femmes venues de Bujumbura et de la diaspora sous la facilitation de l'ancien chef d'Etat Centrafricain, Mme Catherine Samba et de l'ancienne vice-président ougandaise, Specioza Kazibwe, membres FEMWISE de l'Union Africaine.
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquent un processus de paix ? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>La rencontre d'Addis Abeba a permis aux femmes de poser les jalons de rallier les femmes de l'intérieur avec celles de la diaspora. Une feuille de route et une déclaration sur un Burundi que veulent les femmes ont été adoptées. Les femmes burundaises ont pu avoir la solidarité africaine dans leur dynamique de contribuer au processus de paix.</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les raisons de la lenteur tiennent uniquement du contexte politique qui fait que le processus de dialogue interburundais n'avance pas dans les délais planifiés par le projet.</p> <p>En outre, le projet a connu des difficultés au regard du contexte politique du pays. D'où il y a eu recours à la prolongation des délais ainsi qu'à la reformulation des stratégies de mise en oeuvre. Il a été adopté de regrouper certaines rubriques pour parvenir à la réalisation du résultat 1 relatif à la participation de la femme dans le renforcement du dialogue interburundais .</p>

	Enfin, il reste encore à fédérer les femmes qui n'ont pas répondu à la rencontre d'Addis Abeba afin d'adhérer toutes à la déclaration et à la feuille de route. Sept (7) femmes sur 25 femmes attendues n'ont pas répondu à la rencontre.
<i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i>	Il reste les activités (la plus importante), à savoir: - l'organisation de la participation de femmes au dialogue politique de haut niveau - Appui à la validation politique de l'Agenda national des femmes - Communication sur l'Agenda national des femmes -le plaidoyer en faveur des lois discriminatoires à l'endroit de la femme -la mise en oeuvre des 5 meilleurs projets communaux primés sur une base de sélection provinciale. L'initiative vise à mettre en place une plateforme de dialogue entre les élus et les femmes de la société civile dans les provinces de Bubanza, Cibitoke, Bujumbura, Bujumbura Mairie et Rumonge sur les questions qui préoccupent les femmes et notamment les questions de paix et la sécurité. L'objectif est de renforcer la redevabilité des élus vis-à-vis des citoyens pour la promotion des droits des femmes et la consolidation de la paix;et rapprocher les élus de leurs concitoyennes pour créer une continuité d'action pour parvenir à la paix durable.
<i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i>	Le Comité de Pilotage Conjoint (CPC) a recommandé que la durée du projet soit prolongée de mai à octobre 2017. Les stratégies seront progressivement adaptées et calquées à l'évolution du contexte.
<i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i>	Actuellement les dépenses cumulées représentent 65 % du budget total alloué au projet.
<i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i>	

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices recon	Indicateur 1.1 Cohésion sociale accrue Reprise de dialogue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.	Activités terminées en 2015 avec un réseau de 534 femmes médiatrices toujours actives		
	Indicateur 1.2 Nombre de conflits communautaires traités par les médiatrices	N' a pas été évalué				

Produit 1.1 Un réseau de femmes médiatrices est mise en place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives en faveur de la paix initiées par les médiatrices	Beaucoup de conflits dans les communautés et existence d'acteurs impliqués dans leur résolution mais l'impact de leur action n'a pas été évalué.	Au moins une initiative en faveur de la paix par médiatrice par mois.	les initiatives provinciales des médiatrices sont en cours de revue et de finalisation		
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Des rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la	Indicateur 1.2.1 Nombre d'initiatives résultant des dialogues et des actions de jeunes qui amènent un changement pour la paix et la cohésion sociale	0	Au moins 5 initiatives	5 initiatives pilotes ayant trait au renforcement du pouvoir économique des jeunes, la consolidation de la paix et sécurité sont en cours et 5 autres initiatives sont en attente de financement		
	Indicateur 1.2.2					

paix et la cohésion sociale.						
Produit 1.3 Des rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la paix et la cohésion sociale.	Indicateur 1.3.1 Recommandations/propositions faites par les femmes prises en compte dans l'agenda, les discussions et les résultats des négociations prises	Faible prise en compte des préoccupations des femmes	Les préoccupations formulées par les femmes sont prises en compte dans le processus de négociations	Le recueil des préoccupations et des priorités des femmes a été techniquement validé par les femmes des différents bords ethniques, politiques et social.	La validation politique reste à souhaiter ce qui freine la disponibilité de ce recueil. Une appréciation objective nationale faite par le Ministère ayant le Genre dans ses attributions est en cours et permettra de concilier les deux documents.	
	Indicateur 1.3.2 Niveau de participation des femmes leaders à la table des négociations	10 femmes	Au moins 30%	25 femmes ont été renforcées sur la thématique de négociation et sont conscientes responsables du plaidoyer en faveur de la femme, de la paix et de la sécurité devant la table de négociation.	-Le renforcement des capacités des femmes leaders de différentes origines sociopolitiques est planifiée du 13 au 15 juin 2017. -La participation de 10 femmes au dialogue politique de haut niveau reste encore bloquée.	
Résultat 2 Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions	Indicateur 2.1 Niveau de participation des femmes accru dans les institutions et	Base: 32% à l'Assemblée Nationale, 46% au Sénat, 32% des membres des conseils communaux et	-35% pour les postes politiques - Au moins 30% pour les postes techniques. - 36% à l'Assemblée Nationale, 39% au	Activité terminée	Le contexte sécuritaire tendu a eu un effet négatif sur le niveau de représentation des femmes lors des élections de 2015 (régression qualitative par rapport aux élections de	

<p>locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.</p>	<p>postes de responsabilité.</p>	<p>17% des membres des conseils collinaires, 17% de femmes représentées dans les postes de décision dans les secteurs de la sécurité, de la gouvernance</p>	<p>Sénat, 32% niveau communal.</p>		<p>2010). Aussi le processus de plaidoyer a été long que planifié.</p>	
	<p>Indicateur 2.2</p>					
<p>Produit 2.1 L'espace politique est élargi pour une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du Gouvernement, de l'administrati</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Existence du document de stratégie de plaidoyer</p>	<p>Quota d'au moins 30% prévu par la Constitution pour la participation de la femme au Parlement, au Gouvernement et dans les Conseils communaux. Rien d'autre n'est prévu</p>	<p>Des membres du Parlement, au moins 3 ministères, et des membres de l'administration publique sont sensibilisés par la campagne de plaidoyer pour les droits de l'homme</p>	<p>Activité terminée: la stratégie est disponible. 25% des 50% des recommandations ont été réalisés: engagement 1 et engagement 8 sur la sensibilisation des femmes à briguer des postes électifs. 30% des engagements restants (2,4 et 6) en cours</p>		
	<p>Indicateur 2.1.2 Nombre d'initiatives favorisant la participation des</p>	<p>Existence d'engagements des partis politiques pour améliorer la</p>	<p>Au moins 50% des neuf catégories d'engagements pris par les partis</p>	<p>Le plaidoyer en faveur des codes de la nationalité et des personnes et de la famille ainsi que</p>	<p>Onufemmes va continuer le plaidoyer grace à des interventions directes avec l'appui du Forum National des Femmes, comme</p>	

on locale et des partis politiques.	femmes prises par les acteurs institutionnels et politiques ciblés (plan d'action, loi, règlement intérieur, etc.)	participation de la femme.	politiques sont mis en œuvre.	l'adoption du protocole additionnel à la CEDEF va continuer au courant du mois de juillet 2017.	groupement de femmes, le Ministère ayant le Genre dans ses attributions comme garant de la mise en place/révision de ces lois.	
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1 Nombre d'événements mis en œuvres dans le cadre de la campagne d'éducation civique	Les femmes des communautés connaissent mal leurs droits et devoirs politiques	Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes L'ensemble de la population écoutant les radios partenaires à l'heure de diffusion des sports est sensibilisée	Activité terminée		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de femmes élues dont les capacités sont renforcées notamment en leadership	Les élues de 2015 n'ont pas bénéficié de capacités.	80% au niveau national, 20% au niveau communal, 15% au niveau collinaire	L'activité est terminée. Modules élaborés, formation des formateurs effectués Formation des élues		
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					

	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	Indicateur 3.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	11 espaces de dialogue animés	Activité en cours: 5 meilleurs projets communaux ont été primés sur une base de sélection provinciale		
	Indicateur 3.2 Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés	Activité en cours: des projets issus des dialogues provinciaux des femmes sont en cours de revue.		
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	11 espaces de dialogue animés	Activité terminée: 5 espaces de dialogue entre femmes des partis politiques.		

	Indicateur 3.1.2 Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés			
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

--	--	--	--	--	--	--